

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

## 1. Intitulé du projet

Procédure concernée <i>(élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)</i>	Territoire concerné
Modification n°3 PLU	FOISSIAT

### En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	-
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	-

## 2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur le Maire de FOISSIAT
Courriel	mairie@foissiat.com

## 3. Caractéristiques principales de la procédure

### 3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	FOISSIAT
Nombre d'habitants concernés <i>(au dernier recensement général de la population)</i> Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	2 052 habitants (recensement 2015)
Superficie du territoire	4036 hectares

### 3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

*Annexe : l'arrêté engageant la procédure*

Le but de la modification est de permettre :

- 1 Apporter plus de souplesse pour l'implantation des constructions à usage d'activité en zone UX et 1AUX;
- 2 Harmoniser les règles pour l'aménagement et l'extension des bâtiments à usage d'habitation entre la zone A (agricole) et N (naturelle), dans le cadre du nouvel article L 151-12 du code de l'urbanisme issu de la loi Macron
- 3 Mettre à jour les emplacements réservés sur la commune

*Annexe 1 : Arrêté prescrivant la procédure en date du 17/11/2017*

### 3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

*Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale*

*Annexe 2 : Non concerné*

### 3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

*Annexes :*

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

L'évolution portera principalement sur :

- 1 - Ajout dans les articles UX6 et 1AUX6 d'une règle d'implantation des constructions plus souple que la règle générale pour les extensions de constructions existantes ne respectant pas la règle prévue à condition que l'extension ne réduise pas les reculs existants et qu'elle ne génère pas de problèmes de visibilité ou de sécurité. »
- 2 – Modification des article UX7 et 1AUX7 afin de diminuer le retrait des constructions autorisé le long des limites séparatives (de 5 m à 3 m).  
Ajout d'une règle permettant des implantations différentes à la règle général lorsque lesdites limites séparatives ne sont pas contigües avec une zone dédiées à de l'habitat.
- 3 – Modification des articles A2 et N2 afin d'augmenter les capacités d'extension des habitations existantes.
- 4 - Augmentation de l'emprise au sol autorisée pour les constructions à usage de dépendance qu'elles soient un complément fonctionnel ou non à une construction à usage agricole (de 20 m<sup>2</sup> à 50 m<sup>2</sup>).  
Avec cependant des règles d'implantation, de hauteur et de densité plus strictes pour les dépendances lorsqu'elles constituent sur un terrain considéré un complément fonctionnel à une construction à usage d'habitation (liée ou non à une activité agricole).
- 5 - Suppression d'une partie de l'emplacement réservé n°1 « aménagement d'espaces de sport et de loisirs ».
- 6 - Suppression de l'emplacement réservé n°2 « aménagement d'un espace vert public ».
- 7 - Suppression de l'emplacement réservé n°11 « création d'un accès pour la zone d'urbanisation future 2AU ».

*Annexe 3 : Extrait des plans de zonage du PLU en vigueur et du PLU modifié*

**3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser**

Oui, le projet est soumis à l'avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif.

Il fera l'objet d'une enquête publique conjointe avec une procédure de révision avec examen conjoint.

**3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...**

- les dispositions de la loi Montagne ?	<b>Non</b>
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	<b>Non</b>
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	<b>Oui – Le SCOT Bourg Bresse Revermont</b> → Le SCOT a été approuvé le 14 décembre 2016 et intègre les dispositions de la loi Grenelle 2.
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	<b>Non</b>
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SDAGE Rhône-Méditerranée qui est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Les contrats de rivières de la Seille et de la Reyssouze.

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**

**NON**

**4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine**

**4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain**

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La modification ne remet pas en cause les objectifs de maîtrise de la consommation de l'espace du PLU en vigueur. Seules les possibilités d'extensions et de création de dépendances en zone N et A ont été augmentées, ce qui n'engendre pas une augmentation globale notable de la
---	---

	consommation d'espace à l'échelle de la commune.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Augmentation des surfaces autorisées pour les extensions et les annexes en zone A et N.
Sur quelles perspectives de développement ( <i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i> ) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Non concerné
<b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui : NON</b>	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	-
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	-
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation ( <i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i> ).	-

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		<b>Non</b>	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		<b>Non</b>	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		<b>Non</b>	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?	OUI		ZNIEFF « Prairie de Jayat, du Curtelet et de Cézille » ZNIEFF de type I (ZNIEFF régionale

			n°01020001). La procédure n'impacte pas la ZNIEFF.
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		<b>Non</b>	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	<b>Oui</b>		<p>Outre la présence de ZNIEFF, il convient de noter sur un plan environnemental que la commune est classée dans le périmètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des zones vulnérables aux nitrates (arrêté du 28 juin 2007)</li> <li>• des zones sensibles à l'eutrophisation</li> <li>• des contrats de rivière de la Seille et de la Reyssouze.</li> </ul> <p>De plus, un inventaire des zones humides dressé par le Conseil Général de l'Ain en décembre 2006 indique la présence sur le territoire communal de Foissiat de zones humides dont l'intérêt fonctionnel et patrimonial est fort à très fort sur une frange Ouest de la commune, à proximité des étangs de la base de loisirs de Montrevel et des rivières majeures Reyssouze et Salençon).</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?	<b>Oui</b>		<p>Un inventaire des zones humides dressé par le Conseil Général de l'Ain en décembre 2006 indique la présence sur le territoire communal de Foissiat de zones humides dont l'intérêt fonctionnel et patrimonial est fort à très fort sur une frange Ouest de la commune, à proximité des étangs de la base de loisirs de Montrevel et des rivières majeures Reyssouze et Salençon).</p> <p>Pour le rôle que ces espaces peuvent jouer (régulation des régimes hydrologiques, autoépuration et protection de la qualité des eaux, réservoir biologique...), ces zones humides majeures sont conservées dans le présent PLU.</p>

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),	Oui		La ferme du Tiret est classée Monument Historique. Les éléments protégés au titre des Monuments historiques sont la toiture, la cheminée et la souche de cheminée. Il s'agit d'une propriété privée. L'inscription de la Ferme du Tiret en tant que Monument Historique a été effectuée le 30 avril 1930 (inscrit partiellement pour ce qui est de la cheminée avec sa mitre) et le classement a été effectué par arrêté le 12 janvier 1945.
Site classé ou projet de site classé ?		<b>Non</b>	Néant.
Site inscrit ?		<b>Non</b>	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		<b>Non</b>	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		<b>Non</b>	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		<b>Non</b>	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		<b>Non</b>	Selon la typologie employée par la Direction Régionale de l'Environnement, la commune de Foissiat est rattachée à l'unité paysagère de la plaine de Bresse.  Le SCoT n'identifie pas clairement Foissiat dans son document d'orientations générales, cependant, celui-ci identifie les paysages de la Plaine de Bresse comme patrimoniaux et à préserver, en citant notamment la vallée de la Reyssouze ou le bocage de polyculture-élevage traditionnel. Ainsi, le SCoT préconise de prendre attentivement en compte ces éléments dans les études paysagères des documents d'urbanisme, les protéger et les mettre en valeur.



4.4. Ressource en eau			
<b>Captages :</b> Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		<b>Non</b>	Le PLU dispose cependant d'une servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales (AS1).  Présence de 4 puits de captage.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		<b>Non</b>	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		<b>Non</b>	
<b>Usages :</b>	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	<b>Oui</b>		La commune est alimentée à partir de deux puits de captage et d'un forage installés sur son territoire. Le gestionnaire du réseau est la SOGEDO, mais les installations appartiennent au Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau de la Moyenne Reyssouze. La desserte est assurée à partir du captage par des canalisations principales de diamètre 125 en direction des communes membres du syndicat, puis le réseau se ramifie en sections de Ø 100, 80 et 53/63. Les installations comprennent deux puits en activité à la Vavre. Les périmètres de protection ont été définis par le rapport géologique du 6 juin 1989 et déclaré d'utilité publique après enquête par arrêté préfectoral du 22 août 1990.  Le projet n'a pas de conséquence sur les capacités offertes par le territoire en terme de ressources.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		<b>Non</b>	Néant.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		<b>Non</b>	Néant.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres		<b>Non</b>	Le bourg est le seul pôle bâti équipé d'un dispositif d'assainissement collectif, avec un réseau de type unitaire, ou séparatif pour les tranches les plus récentes situées à

<p>territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?</p>		<p>l'Est (avec un relèvement). Une première station d'épuration a été réalisée à l'Est du bourg il y a plus de 30 ans.</p> <p>Au milieu des années 1990, la station a été mise à niveau pour permettre le raccordement du secteur Malempan-Champ Jacob-La Grange Neuve et la coopérative laitière de Foissiat-Lescheroux.</p> <p>Depuis 1994, la commune dispose donc d'une nouvelle station d'épuration qui fonctionne par un système de boues activées et d'aération prolongée avec prétraitements physiques, d'une capacité de 2000 équivalents habitants. Les boues produites sont valorisées par l'agriculture. Aujourd'hui, environ 900 habitants sont raccordés auxquels il faut rajouter les 500 équivalents habitants de la Laiterie.</p> <p>Le reste du territoire (hameaux et constructions isolées) est équipé de systèmes d'assainissement individuel (342 contrôles effectués dans le cadre du SPANC mené par la Communauté de Communes de Montrevel-en-Bresse).</p> <p>La commune a lancé l'étude d'un zonage d'assainissement simultanément à l'élaboration du premier PLU. Par délibération du 13 décembre 2004, les élus ont souhaité classer en zone d'assainissement collectif le bourg (avec les Bouchardières et les Poèpes) et le hameau de Monclair situé à proximité de la station d'épuration.</p> <p>Les investissements actuels et futurs portent donc sur les extensions du réseau collectif estimées nécessaires sur ces secteurs en priorité.</p> <p>Le reste de la commune demeurant en assainissement individuel, la description des filières adaptées à chacun des secteurs est présentée sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement collectif. Pour chaque habitation non raccordée à l'assainissement collectif une filière d'assainissement a en effet été préconisée en fonction des contraintes de terrain observées. Le filtre à sable vertical est souvent conseillé pour pallier la médiocre aptitude des sols, mais nécessite un rejet</p>
---	--	--



			<p>après traitement dans un exutoire superficiel (fossé, ruisseau, rivière) situé à proximité.</p> <p>Le rapport de présentation, sans sa partie « évaluation des impact du projet sur l'environnement » et particulièrement la préservation des ressources naturelles indique :</p> <p>« 1 - La ressource en eau potable est préservée : le puits de captage présent sur la commune connaît des mesures de protection.</p> <p>2 - Le zonage d'assainissement de la commune a été approuvé le 16 mars 2006, conjointement au PLU qui a fait l'objet d'un recours. Les zones U ou AU du PLU sont situés sur les zones définies réglementairement.</p> <p>3 - Amélioration du traitement des eaux usées par des aménagements pour traiter les effluents de la coopérative laitière du Coq d'Or (500 équivalents habitants environ). Cette action menée en parallèle au PLU doit conduire à une nouvelle répartition du traitement de la station d'épuration qui connaissait une quasi-saturation de ses 2000 équivalents habitants).</p> <p>4- Le reste de la commune est en zone d'assainissement individuel (SPANC). D'une manière générale, il n'a pas été reconnu d'impact significatif du fonctionnement des filières d'assainissement individuel sur la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.</p>
--	--	--	---

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?

Sites et sols pollués ou potentiellement pollués ( <i>base de données BASOL</i> )		<b>Non</b>	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services ( <i>base de données BASIAS</i> )		<b>Non</b>	Néant

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		<b>Non</b>	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		<b>Non</b>	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels ( <i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i> ), industriels, technologiques, miniers connus ?	<b>Oui</b>		<p><u>1 – Risques Naturels</u></p> <p>La commune est concernée par plusieurs types de risques naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ceux liés à la sécheresse : de substrat argileux, le territoire peut connaître des phénomènes de retrait et de gonflement important. Des dégâts touchant les constructions peuvent avoir lieu, comme ce fut le cas en 2003 après une sécheresse et une réhydratation de sols.</li> <li>- ceux liés aux inondations de plaine : ces inondations sont principalement localisées dans la plaine alluviale de la Reyssouze, à l'Ouest de la commune.</li> </ul> <p>Le premier risque identifié peut toucher peu ou prou toutes les parties construites de la commune.</p> <p>Il convient de noter que les phénomènes d'inondation touchent, pour leur part, des</p>

		<p>parties non urbanisées de la commune. Les parties urbanisées du bourg et des hameaux se sont développées d'une manière générale sur les reliefs. Les terrains concernés sont surtout agricoles (à l'exception de la présence de 2 moulins : Brunot et Vavre).</p> <p><u>1 – Risques Technologiques</u></p> <p>La commune est aussi concernée par bon nombre de risques encourus pour des raisons technologiques.</p> <p>La proximité de la commune avec le site de stockage souterrain de gaz d'Etrez a amené les services d'Etat, en partenariat avec les collectivités et les industriels concernés (Storengy notamment), à mener une concertation pour l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) aujourd'hui à l'étude. D'ores et déjà, des périmètres existent pour protéger la ressource et identifier les zones soumises au risque lié à la présence du site de stockage de gaz souterrain.</p> <p>Outre la concession des mines de sel qui peut être source de risque, la commune est traversée par endroits par des canalisations qui imposent là aussi des mesures de précaution.</p> <p>Il existe ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un risque lié au transport de matières dangereuses par canalisation de gaz : il s'agit de l'artère de Bourgogne d'un diamètre nominal de 800 mm à l'Est de la commune (tube Etrez-Allerey) et de l'artère du Mâconnais d'un diamètre de 600 mm passant à l'Ouest du territoire (tube Etrez-Génélard) ;</li> <li>- Un risque lié au transport de matières dangereuses par canalisation d'éthylène : il s'agit de la liaison Feyzin-Tavaux d'une part (Etel d'un diamètre de 168 mm) et de la liaison Viriat-Carling (Ethylène-Est d'un diamètre de 200 mm) ;</li> </ul>
--	--	--

			- Un risque lié à la présence d'un puits de stockage au Sud-Est du territoire communal : le puits EZ 18.
Plans de prévention des risques <i>(naturels, technologiques, miniers)</i> approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		<p>Une étude hydraulique de la Reyssouze a été réalisée en 1996 par le cabinet SOGREAH Environnement et a permis de déterminer les zones inondables de la Reyssouze jusqu'à aujourd'hui.</p> <p>Depuis novembre 2011, un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) a permis d'affiner cette cartographie. Cette dernière a servi de base à l'établissement du plan de zonage du PLU et est reportée sur celui-ci.</p>
Nuisances connues <i>(sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives)</i> ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		<b>Non</b>	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		<b>Non</b>	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		<b>Non</b>	Néant.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		<b>Non</b>	Néant
Projet éolien ou de parc		<b>Non</b>	Néant

photovoltaïque ?			
------------------	--	--	--

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer *(facultatif)*

6. Annexes *(rappel)*

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi  Modification	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	Sans objet
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Oui (annexe 2)
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Oui (annexe 3)
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	Sans objet
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure (Arrêté)	Oui (annexe 1)